

February 20th, 2026

For the attention of Members of Parliament
Parliament of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0A6
Canada

RE: Open Letter to Federal Parliamentarians to Remove “Henry the VIII” Exemption Powers from Budget Bill C-15

More than a hundred prominent law and human rights experts, labour, sector leaders and civil society organizations warn the proposed amendments to the Red Tape Reduction Act in Bill C-15 set Canada on a dangerous anti-democratic track.

Dear Members of Parliament:

The resilience of Canadian democracy and the rule of law is not unshakeable. It is fragile and precious, and it is arguably the most pivotal tool we can wield to protect ourselves and our communities when both our sovereignty and economy are under threat. Yet, Bill C-15, which the federal government has espoused as its answer to the economic attacks that Canada is facing, contains a major threat to the very constitutional underpinning that ensures a thriving democratic governance system.

Buried on page 300 of a more than 600-page long budget implementation bill is a constitutional abomination. Part 5, Division 5 of this bill introduces draconian powers that allow federal ministers to exempt any individual, company or government (including its own federal departments) from the application of any federal law or regulation. No legislation is safe, except the Criminal Code. Not our labour standards. Not our health and safety regulations. Not laws that uphold Indigenous rights and sovereignty. Not environmental protection laws. And not even laws that protect our security and privacy.

These “Henry the VIII” powers — which refer to the ability of the executive (here, ministers) to unilaterally change an act of Parliament — are an affront to the separation of powers: the constitutional architecture that ensures a system where Parliament makes laws, the executive implements them, and the courts interpret them. This balance is a hallmark of a thriving Canadian democracy and one that will define how we as a country resist a troubling trend of democratic decline that we observe around the world.

As many legal experts asserted in testimonies and submissions in the Parliamentary and Senate committee hearings on Bill C-15, the proposed changes to the *Red Tape Reduction Act* cannot be characterized as “regulatory sandboxing.” They are in fact a dramatic departure from the common regulatory sandbox approach in Canadian law, which temporarily creates targeted, tightly controlled and highly transparent environments

that enable the testing of new technologies to better understand their impacts — including how to regulate them. If passed, the amended *Red Tape Reduction Act* would introduce vague and overbroad notions like “competitiveness” and “economic growth” as legitimate reasons for exemptions from any Act of Parliament. Left for the interpretation of the minister that wants to wield them, these terms can mean anything.

These exemption powers do not streamline regulation — they dynamite the rule of law itself by creating a two-tier legislative system whereby laws debated and enacted by Parliament can be suspended for political convenience with little to no accountability or transparency.

We call on you to stand up for Canada’s democratic tradition and advocate for the removal of Part 5, Division 5 of Bill C-15. These powers, if passed, have the potential to undermine decades of law-making by Parliament and suspend laws that were intentionally designed by you and your colleagues — past and present — to protect our families, our public health, our security, the air that we breathe, our iconic endangered species, and issues that your constituents cherish. They will set Canada on the wrong path toward a weaker Parliamentary democracy, with potentially catastrophic implications.

We urge you to stand up for the Parliament and people you serve. Stand up for the rule of law. Stand up for the constitutional order that can protect our democracy.

Remove Part 5, Division 5 from Bill C-15.

20 février 2026

À l'attention des parlementaires fédéraux
Parlement du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6
Canada

Lettre ouverte aux parlementaires fédéraux : Retirez les pouvoirs d'exemption de style « Henri VIII » du projet de loi budgétaire C-15

Une centaine d'éminent·es juristes, d'expert·es en droits de la personne, de leaders syndicaux et sectoriels ainsi que d'organisations de la société civile mettent en garde contre les modifications proposées à la Loi sur la réduction de la paperasse dans le projet de loi C-15, qui engagent le Canada sur une dangereuse voie antidémocratique.

Chers et chères parlementaires fédéraux,

La résilience de la démocratie canadienne et de la primauté du droit n'est pas inébranlable. Fragile et précieuse, elle constitue sans doute l'outil le plus fondamental dont nous disposons pour nous protéger, nous et nos collectivités, lorsque notre souveraineté et notre économie sont menacées. Or, le projet de loi C-15, que le gouvernement fédéral présente comme sa réponse aux attaques économiques que subit le Canada, représente une menace majeure pour les fondements constitutionnels qui sous-tendent notre système de gouvernance démocratique.

Dissimulée à la page 300 d'un projet de loi d'exécution budgétaire de plus de 600 pages se trouve une abomination constitutionnelle. La Partie 5, Section 5 du projet de loi C-15 accorde des pouvoirs draconiens aux ministres fédéraux, leur permettant d'exempter toute personne, entreprise ou organisation (y compris ses propres ministères fédéraux) de l'application de toute loi ou réglementation fédérale. Aucune loi n'est à l'abri, à l'exception du Code criminel. Ni nos normes du travail. Ni nos règlements en matière de santé et de sécurité au travail. Ni les lois qui reconnaissent les droits et la souveraineté des Autochtones. Ni les lois sur la protection de l'environnement. Ni même les lois qui protègent notre sécurité et notre vie privée.

Ces pouvoirs dits « d'Henri VIII » – terme désignant la capacité du pouvoir exécutif (ici, les ministres) de modifier unilatéralement une loi du Parlement – portent atteinte à la séparation des pouvoirs, l'architecture constitutionnelle qui garantit un système où le Parlement élabore les lois, le pouvoir exécutif les met en œuvre et les tribunaux les interprètent. Cet équilibre est une caractéristique essentielle d'une démocratie canadienne résiliente et déterminera la façon dont nous, en tant que pays, résisterons à

la tendance inquiétante au déclin démocratique que nous observons partout dans le monde.

Comme l'ont affirmé de nombreux·euses expert·es juridiques lors des auditions des comités parlementaires et sénatoriaux sur le projet de loi C-15, les modifications proposées à la Loi sur la réduction de la paperasse ne peuvent être qualifiées de « bac à sable réglementaire ». Elles constituent en réalité une rupture radicale avec l'approche courante de bac à sable réglementaire en droit canadien, qui crée temporairement des environnements ciblés, rigoureusement contrôlés et hautement transparents permettant de tester de nouvelles technologies afin de mieux comprendre leurs impacts et la façon de les réglementer. Si elles étaient adoptées, les modifications à la Loi sur la réduction de la paperasse introduiraient des notions vagues et excessivement larges comme la « compétitivité » et la « croissance économique » comme motifs légitimes d'exemption à toute loi du Parlement. Laissés à l'interprétation des ministres qui souhaitent les utiliser, ces termes pourraient servir à justifier pratiquement toute exemption que ce soit.

Contrairement à ce qui est affirmé par l'exécutif, les pouvoirs d'exemption proposés ne simplifient pas la réglementation – ils sapent l'état de droit lui-même en créant un système législatif à deux vitesses où les lois débattues et adoptées par le Parlement peuvent être suspendues pour des raisons d'opportunisme politique, sans aucune transparence ni reddition de compte.

Nous vous appelons à défendre la tradition démocratique canadienne, à voter contre l'adoption de la Partie 5, Section 5 du projet de loi C-15 et à plaider pour son retrait. Ces pouvoirs, s'ils sont adoptés, risquent de compromettre des décennies de travail législatif et de suspendre des lois que vous et vos collègues – d'hier et d'aujourd'hui – avez délibérément conçues pour protéger nos familles, notre santé publique, notre sécurité, la qualité de l'air que nous respirons, nos espèces emblématiques menacées et les enjeux qui tiennent à cœur à vos électeurs. Ils engageront le Canada sur la mauvaise voie, vers une démocratie parlementaire affaiblie, avec des conséquences potentiellement catastrophiques.

Nous vous exhortons à défendre le Parlement et les citoyens que vous représentez. Défendez la primauté du droit. Défendez l'ordre constitutionnel qui peut protéger notre démocratie.

Retirez la Partie 5, Section 5 du projet de loi C-15.

List of signatories/Liste des signataires:

1. Canadian Civil Liberties Association
2. CQDE - Centre québécois du droit de l'environnement
3. Ecojustice
4. David Asper Centre for Constitutional Rights
5. Canadian Labour Congress
6. Alex Neve, O.C., Senior Fellow, Graduate School of Public and International Affairs, University of Ottawa
7. Jennifer Quaid, Professeure titulaire, Section de droit civil, Université d'Ottawa
8. Human Rights Watch
9. Canadian Public Health Association
10. International Civil Liberties Monitoring Group
11. Iranian Canadian Legal Professionals (ICLP)
12. Democracy Watch
13. Jamie Cameron, Professor Emerita
14. James L Turk, Director, Centre for Free Expression
15. Penelope Simons, Professor, Common Law and Director of the Human Rights Research and Education Centre
16. Ladan Mehranvar, Senior Legal Researcher, Columbia Center on Sustainable Investment
17. Egale Canada
18. National Farmers Union
19. Arab Canadian Lawyers Association
20. Breast Cancer Action Quebec / Action cancer du sein du Québec
21. BC Freedom of Information and Privacy Association
22. West Coast Environmental Law Association
23. Dr. Angela Cameron, Associate Professor, Faculty of Law, University of Ottawa
24. Canadian Environmental Law Association
25. Équiterre
26. Alain Branchaud, Directeur général, SNAP Québec
27. East Coast Environmental Law
28. Grand Riverkeeper Labrador
29. Legal Advocates for Nature's Defence
30. David Suzuki Foundation
31. Canadian Association of Physicians for the Environment - Ontario Committee
32. Environmental Defence Canada
33. Canadian Council for Refugees
34. Greenpeace Canada
35. Caroline Brouillette, Climate Action Network Canada
36. Nature Canada

37. Travailleuses et travailleurs pour la justice climatique / Workers for climate justice
38. Laurence Guénette, Ligue des droits et libertés
39. OpenMedia
40. Gavin Pitchford, CEO, Delta Management Group/Clean50
41. Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets
42. Citizens' Climate Lobby Canada
43. For Our Kids, Burnaby
44. Justice For Migrant Workers
45. Living Oceans Society
46. Tylene Appel and Alan Silverman, Seniors for Climate Action Now!
47. Climate Justice Saskatoon
48. Friends of the Earth Canada
49. Climate Legacy
50. Dr. Trevor Hancock, Emeritus Professor of Public Health and Social Policy, University of Victoria
51. Christopher Campbell-Durufflé, Assistant Professor, Lincoln Alexander School of Law, Toronto Metropolitan University
52. Gareth Gransau, re•generation
53. Canadian Interfaith Fast For the Climate
54. Slovenian Home Association
55. Decolonial Solidarity
56. Mères au front
57. 350 Canada
58. Calgary Climate Hub
59. The ENRICH Project
60. Above Ground (a project of MakeWay)
61. Prevent Cancer Now
62. Dr. Geoffrey Strong, Retired Atmospheric/Climate Scientist
63. Ecology Action Centre
64. Canadian Anti-Monopoly Project (CAMP)
65. Council of Canadians
66. Grandmothers Act to Save the Planet (GASP)
67. Second Wind Liberation
68. Leadnow
69. Daniel Mockle, Professeur de droit public, Faculté de Science politique et de Droit, Université du Québec à Montréal (UQAM)
70. Rebecca MacLeod, Executive Director, New Grocery Movement
71. Alliance 4 Democracy/Sunshine Coast Seniors for Climate Action Now
72. Climate Action for Lifelong Learners (CALL)
73. MiningWatch Canada
74. Canadian Association of Nurses for the Environment
75. Avalon/NL chapter, Council of Canadians

76. Lindsay McLaren, Professor, Department of Community Health Sciences, University of Calgary
77. Camille Fréchette, lawyer
78. Environmental Justice & Sustainability Clinic, Osgoode Hall Law School
79. Fondation Rivières
80. Rébecca Pétrin, Directrice générale, Eau Secours
81. Citizens for Public Justice (CPJ)
82. SeaChoice
83. Teachers for Future Turtle Island
84. Touwendé Roland Ouedraogo, Chargé de cours à l'UQAM et à l'UdeM
85. BCTF Divest Now
86. Inter Pares
87. Stand.earth
88. Shift: Action for Pension Wealth & Planet Health (A project of Makeway)
89. Canadian Network on Corporate Accountability / Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises
90. Vigilance OGM
91. Canadian Health Association for Sustainability and Equity (CHASE)
92. Anne-Josée Laquerre, Directrice générale et co-initiatrice, Québec Net Positif
93. Touch Grass Club
94. Alexandre Lillo, Professeur - Département des sciences juridiques (UQÀM)
95. Elisabeth Patterson, avocate et associée, Dionne Schulze
96. Cédric Gagnon-Ducharme, Avocat
97. Dr. Alexandra Pedersen, Adjunct Assistant Professor, Queen's University
98. Manitoba Eco-Network Inc.
99. Zero Waste BC
100. Kate Petriw, Communications and Narratives Co-Lead, Wellbeing Economy Alliance (Canada)
101. Chief Allan Adam, Athabasca Chipewyan First Nation
102. Seniors For Climate
103. Environmental Law Centre (Alberta) Society